



SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE  
**BOLLETTINO**

HOLY SEE PRESS OFFICE BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIÈGE PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLS  
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE SALA DE IMPRENSA DA SANTA SÉ  
BIURO PRASOWE STOLICY APOSTOLSKIEJ دار الصحافة التابعة للكرسي الرسولي

N. 0717

Lunedì 16.11.2009

## VISITA DEL SANTO PADRE ALLA SEDE DELLA FAO IN ROMA IN OCCASIONE DEL VERTICE MONDIALE SULLA SICUREZZA ALIMENTARE

Questa mattina il Santo Padre Benedetto XVI si reca in visita alla sede della FAO in Roma in occasione dell'apertura del Vertice Mondiale sulla sicurezza alimentare (Roma, 16-18 novembre 2009).

Alle ore 11.30 il Papa giunge al Palazzo della FAO, accolto dal Direttore Generale, Sig. Jacques Diouf. Nell'atrio del Palazzo, saluta gli 11 Vice Direttori della FAO.

Salito al terzo piano, il Santo Padre è accolto nell'Aula Magna dal Segretario dell'ONU, Sig. Ban Ki-moon; dal Presidente dell'Assemblea Generale dell'ONU, Sig. Ali Triki e dall'On. Silvio Berlusconi, nella veste di Presidente dell'Assemblea FAO.

Dopo il saluto del Sig. Jacques Diouf, Direttore Generale della FAO, il Papa rivolge ai presenti il seguente discorso:

### • DISCORSO DEL SANTO PADRE

Monsieur le Président,  
Mesdames et messieurs,

1. J'ai accueilli avec grand plaisir l'invitation de Monsieur Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, à prendre la parole au cours de la session d'ouverture de ce Sommet mondial sur la Sécurité alimentaire. Je le salue cordialement et je le remercie pour ses courtoises paroles de bienvenue. Je salue les Hautes Autorités présentes et tous les participants. En continuité avec mes vénérés prédécesseurs Paul VI et Jean-Paul II, je désire exprimer à nouveau mon estime pour l'*action de la FAO*, que l'Église catholique et le Saint-Siège suivent avec l'attention et l'intérêt que mérite l'engagement quotidien de tous ceux qui s'y impliquent. Grâce à votre travail généreux que résume la devise *Fiat Panis*, le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire demeurent parmi les objectifs prioritaires de l'action politique internationale. Je suis certain que cet esprit orientera les décisions du présent Sommet, tout comme celles qui seront adoptées dans le but commun de remporter dès que possible le combat contre la faim et la malnutrition dans le monde.

2. La Communauté internationale affronte au cours de ces dernières années une grave crise économique et financière. Les statistiques témoignent de la *croissance dramatique du nombre de ceux qui souffrent de la faim*, à laquelle concourent l'augmentation des prix des produits alimentaires, la diminution des ressources économiques des populations plus pauvres, l'accès limité au marché et à la nourriture. Tout cela survient alors que se confirme le fait que la terre est en mesure de nourrir tous ses habitants. En effet, même si dans certaines régions des niveaux bas de production agricole persistent, parfois à cause du changement climatique, cette production est globalement suffisante pour satisfaire aussi bien la demande actuelle, que celle qui est prévisible dans le futur. Ces données indiquent l'absence d'une relation de cause à effet entre la croissance de la population et la faim, et cela est encore confirmé par la déplorable destruction de denrées alimentaires pour préserver certains profits. Dans l'Encyclique *Caritas in Veritate*, j'ai observé que « la faim ne dépend pas tant d'une carence de ressources matérielles, que d'une carence de ressources sociales, la plus importante d'entre elles étant de nature institutionnelle. Il manque en effet une organisation des institutions économiques qui soit aussi en mesure de bien garantir un accès régulier et adapté (...) à la nourriture et à l'eau, que de faire face aux nécessités liées aux besoins primaires et aux urgences des véritables crises alimentaires (...) ». Et j'ai ajouté : « Le problème de l'insécurité alimentaire doit être affronté dans une perspective à long terme, en éliminant les causes structurelles qui en sont à l'origine et en promouvant le développement agricole des pays les plus pauvres à travers des investissements en infrastructures rurales, en système d'irrigation, de transport, d'organisation des marchés, en formation et en diffusion des techniques agricoles appropriées, c'est-à-dire susceptibles d'utiliser au mieux les ressources humaines, naturelles et socio-économiques les plus accessibles au niveau local, de façon à garantir aussi leur durabilité sur le long terme » (n. 27). Dans ce contexte, il est aussi nécessaire de contester le recours à certaines formes de subventions qui perturbent gravement le secteur agricole, ainsi que la persistance de modèles alimentaires orientés seulement vers la consommation et dépourvus de perspectives de plus grande envergure et, au-delà de tout, l'égoïsme qui permet à la spéculation de pénétrer même sur le marché des céréales, mettant la nourriture sur le même plan que toutes les autres marchandises.

3. La convocation elle-même de ce Sommet, témoigne, dans un certain sens, de la faiblesse des mécanismes actuels de la sécurité alimentaire et de la nécessité de les repenser. En effet, même si les Pays plus pauvres sont plus largement intégrés que par le passé dans l'économie mondiale, le fonctionnement des marchés internationaux les rend plus vulnérables et les contraint à recourir à l'aide des Institutions intergouvernementales, qui offrent, certes, une aide précieuse et indispensable. Cependant, la notion de *coopération* doit être cohérente avec le principe de *subsidiarité* : il est nécessaire d'engager « les communautés locales dans les choix et les décisions relatives à l'usage des terres cultivables » (*ibid.*), parce que le développement humain intégral requiert des choix responsables de la part de tous et demande une attitude solidaire qui ne considère pas l'aide ou l'urgence comme une opportunité profitable pour qui met à disposition des ressources ou pour des groupes privilégiés qui se trouvent parmi les bénéficiaires. Face aux pays qui ont besoin d'aides externes, la Communauté internationale a le devoir de répondre avec les outils de la coopération, en se sentant coresponsable de leur développement, « par la solidarité de la présence, de l'accompagnement, de la formation et du respect » (*ibid.*, 47). Au sein de ce contexte de *responsabilité* se situe le droit de chaque pays à définir son propre modèle économique, prévoyant les modalités pour garantir sa propre liberté de choix et d'objectifs. Selon cette perspective, la coopération doit devenir un instrument efficace, libre de contraintes et d'intérêts qui peuvent absorber une partie non négligeable des ressources destinées au développement. Il est en outre important de souligner combien la voie de la solidarité pour le développement des pays pauvres peut constituer aussi une voie de solution de la crise globale actuelle. En effet, en soutenant ces nations par des plans de financement inspirés par la solidarité, pour qu'elles pourvoient elles-mêmes à la satisfaction de la demande de consommation et de développement qui leur est propre, non seulement on favorise en leur sein la croissance économique, mais cela peut avoir aussi des répercussions positives sur le développement humain intégral dans d'autres pays (cf. *ibid.*, 27).

4. Actuellement, subsiste encore un niveau inégal de développement *au sein et entre* les nations, qui entraîne, en de nombreuses régions du globe, des conditions de précarités, qui accentue le contraste entre pauvreté et richesse. Ce constat ne concerne plus seulement les mérites comparés des divers modèles économiques ; mais il concerne, d'abord et surtout, la perception même que l'on a d'un phénomène comme l'insécurité alimentaire : le risque existe concrètement que la faim soit considérée comme structurelle, comme partie intégrante de la réalité socio-politique des pays plus faibles, et fasse donc objet d'un découragement résigné, voire même de

l'indifférence. Il n'en est pas ainsi, et il ne doit pas en être ainsi ! Pour combattre et vaincre la faim, il est essentiel de commencer par *redéfinir les concepts et les principes jusqu'ici appliqués dans les relations internationales*, de façon à répondre à la question : qu'est-ce qui peut orienter l'attention et la conduite des États - qui en découle - vers les besoins des plus démunis ? Il ne faut pas chercher une réponse dans le profil opérationnel de la coopération, mais dans les principes qui doivent l'inspirer. C'est seulement au nom de l'appartenance commune à la famille humaine universelle que l'on peut demander à chaque peuple et donc à chaque pays d'être solidaire, c'est-à-dire d'être disposé à assumer des responsabilités concrètes pour venir au-devant des besoins des autres, pour favoriser un vrai partage fondé sur l'amour.

5. Toutefois, même si *la solidarité animée par l'amour* dépasse la justice, parce qu'aimer c'est donner, offrir du 'mien' à l'autre, elle n'existe jamais sans *la justice*, qui pousse à donner à l'autre ce qui est 'sien' et qui lui revient en raison de son être et de son agir. Je ne peux pas, en effet, 'donner' à l'autre du 'mien', sans lui avoir donné tout d'abord ce qui lui revient selon la justice (cf. *ibid.*, 6). Si on vise l'élimination de la faim, l'action internationale est appelée non seulement à favoriser une croissance économique équilibrée et durable ainsi que la stabilité politique, mais aussi à rechercher de nouveaux paramètres – nécessairement *éthiques* et ensuite *juridiques* et *économiques* – capables d'inspirer un mode de coopération susceptible de construire une relation paritaire entre les pays qui se trouvent à un degré différent de développement. Outre le fait de combler l'écart existant, ceci pourrait favoriser la capacité de chaque peuple à se sentir protagoniste, confirmant ainsi que l'égalité fondamentale des différents peuples plonge ses racines dans l'origine commune de la famille humaine, source des principes de la « loi naturelle » appelés à inspirer les orientations et les choix d'ordre politique, juridique et économique de la vie internationale (cf. *ibid.*, 59). Saint Paul a des paroles éclairantes à cet égard : « Il ne s'agit pas - écrit-il - de vous mettre dans la gêne en soulageant les autres, il s'agit d'égalité. En cette occasion, ce que vous avez en trop compensera ce qu'ils ont en moins, pour qu'un jour ce qu'ils auront en trop compense ce que vous aurez en moins, et cela fera l'égalité, comme dit l'Écriture : « Celui qui en avait ramassé beaucoup n'a rien eu de plus, et celui qui en avait ramassé peu n'a manqué de rien » (2 Co 8, 13-15).

6. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, pour lutter contre la faim en promouvant un développement humain intégral, il faut également comprendre les besoins du monde rural, et aussi éviter que la tendance à la diminution de l'apport des donateurs ne crée des incertitudes sur le financement des activités de coopération : le risque que le monde rural puisse être considéré, par manque de clairvoyance, comme une réalité secondaire doit être écarté. En même temps, l'accès au marché international des produits provenant des régions plus pauvres doit être favorisé, alors qu'aujourd'hui il est souvent relégué dans des espaces limités. Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de soustraire les règles du *commerce international* à la logique du profit pour lui-même, en les orientant en faveur de l'initiative économique des pays qui ont le plus besoin de développement et qui, disposant d'entrée plus importantes, pourront atteindre cette autosuffisance qui est le prélude à la sécurité alimentaire.

7. Il ne faut pas oublier non plus les droits fondamentaux de la personne parmi lesquels se détache *le droit à une alimentation suffisante, saine et nourrissante, ainsi qu'à l'eau* ; ceux-ci revêtent un rôle important à l'égard des autres droits, à commencer par le premier d'entre eux, le droit à la vie. Il faut donc que mûrisse « une conscience solidaire qui considère *l'alimentation et l'accès à l'eau comme droits universels de tous les êtres humains, sans distinction ni discrimination* » (*Caritas in Veritate*, n.27). Si tout ce qui a été patiemment accompli au cours de ces années par la FAO a, d'un côté, favorisé l'élargissement des objectifs de ce droit par rapport à la seule garantie de satisfaire les besoins primaires de la personne, d'un autre côté cela a aussi mis en évidence la nécessité de sa juste réglementation.

8. Les méthodes de production alimentaire imposent également une analyse attentive du rapport entre le développement et *la sauvegarde de l'environnement*. Le désir de posséder et d'user de façon excessive et désordonnée les ressources de la planète est la cause première de toute dégradation environnementale. La préservation de l'environnement se présente donc comme un défi actuel pour garantir un développement harmonieux, respectueux du dessein de Dieu le Créateur et par conséquent en mesure de sauvegarder la planète (cf. *ibid.*, 48-51). Si l'humanité entière est appelée à être consciente de ses propres obligations vis-à-vis des générations à venir, il est également vrai que le devoir de protéger l'environnement en tant que bien collectif revient aux États et aux Organisations internationales. Dans cette perspective, il est indispensable d'approfondir les interactions entre la sécurité environnementale et le préoccupant phénomène des changements climatiques,

en se *focalisant* sur le caractère central de la personne humaine et en particulier des populations plus vulnérables à ces deux phénomènes. Des normes, des législations, des plans de développement et des investissements ne suffisent pas, il faut modifier les styles de vie personnels et collectifs, les habitudes de consommation et les véritables besoins ; mais, par-dessus tout, il est nécessaire d'être conscient du devoir moral de distinguer le bien du mal dans les actions humaines pour redécouvrir de cette façon le lien de communion qui unit la personne et la création.

9. Il est important de rappeler – je l'ai aussi observé dans l'Encyclique *Caritas in Veritate* – que « la dégradation de l'environnement est (...) étroitement liée à la culture qui façonne la communauté humaine : *quand l'écologie humaine est respectée dans la société, l'écologie proprement dite en tire aussi avantage* ». C'est vrai : « le système écologique s'appuie sur le respect d'un projet qui concerne aussi bien la saine coexistence dans la société que le bon rapport avec la nature ». « *Le point déterminant est la tenue morale de la société dans son ensemble* ». C'est pourquoi, « les devoirs que nous avons vis-à-vis de l'environnement sont liés aux devoirs que nous avons envers la personne considérée en elle-même et dans sa relation aux autres. On ne peut exiger les uns et piétiner les autres. C'est là une grave antinomie de la mentalité et de la praxis actuelle qui avilit la personne, bouleverse l'environnement et détériore la société » (cf. *ibid.*, 51).

10. La faim est le signe le plus cruel et le plus concret de la pauvreté. Il n'est pas possible de continuer d'accepter l'opulence et le gaspillage quand le drame de la faim prend des dimensions toujours plus grandes. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'Église catholique prêtera toujours attention aux efforts pour vaincre la faim; elle soutiendra toujours, par la parole et par les actes, l'action solidaire – programmée, responsable et régulée - que toutes les composantes de la Communauté internationale seront appelées à entreprendre. L'Église ne prétend pas interférer dans les choix politiques. Respectueuse du savoir et des résultats des sciences, tout comme des choix déterminés par la raison quand ils sont éclairés de façon responsable par des valeurs authentiquement humaines, elle s'unit à l'effort pour éliminer la faim. C'est là le signe le plus immédiat et concret de la solidarité animée par la charité, signe qui ne laisse pas de place aux retards et aux compromis. Cette solidarité s'en remet à la technique, aux lois et aux institutions pour répondre aux aspirations des personnes, des communautés et de peuples entiers, mais elle ne doit pas exclure la dimension religieuse, qui recèle une puissante force spirituelle capable de servir la promotion de la personne humaine. Reconnaître la valeur transcendante de tout homme et de toute femme reste le premier pas pour favoriser la conversion du cœur qui peut soutenir l'engagement pour éradiquer la misère, la faim et la pauvreté sous toutes leurs formes.

Je vous remercie de votre aimable attention et, en conclusion, j'adresse mes vœux, dans les langues officielles de la FAO, à tous les États membres de l'Organisation :

God bless your efforts to ensure that everyone is given their daily bread.

Que Dieu bénisse vos efforts pour assurer le pain quotidien à chaque personne.

Dios bendiga sus esfuerzos para garantizar el pan de cada día para cada persona.

بَارِكَ اللهُ جُهُودَكُمْ لِضَمَانِ الْخُبْزِ الْيَوْمِيِّ لِكُلِّ إِنْسَانٍ.

[Dio benedica i vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]

为确保每一个人都能够得到他的日常食粮，愿天主降福你们的努力。

[Dio benedica i vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]

Да благословит Господь ваши усилия, чтобы обеспечить каждого человека хлебом насущным.

[Dio benedica i vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]

Merci.

[01696-XX.01] [Testo originale: Plurilingue]

● **TESTO IN LINGUA INGLESE**

Mr President,  
Ladies and Gentlemen!

1. I was very pleased to receive an invitation from Mr Jacques Diouf, Director General of FAO, to speak at the opening session of this World Summit on Food Security. I greet him warmly and I thank him for his kind words of welcome. I greet the distinguished authorities present and all the participants. Echoing the sentiments of my venerable predecessors Pope Paul VI and Pope John Paul II, I should like once more to express my esteem for the work of FAO, which the Catholic Church and the Holy See follow attentively, taking a keen interest in the day-to-day work that is carried out there. Thanks to your generous engagement, aptly expressed in your motto *Fiat Panis*, the development of agriculture and food security remain among the key priorities of international political action. I am confident that this same spirit will inform the decisions taken at the present Summit, and those that will follow later, in the common desire to win the battle against hunger and malnutrition in the world as quickly as possible.

2. The international community is currently facing a grave economic and financial crisis. Statistics bear witness to the *dramatic growth in the number of people suffering from hunger*, made worse by the rise in price of foodstuffs, the reduction in economic resources available to the poorest peoples, and their limited access to markets and to food – notwithstanding the known fact that the world has enough food for all its inhabitants. Indeed, while low levels of agricultural production persist in some regions, partly owing to climate change, sufficient food is produced on a global scale to satisfy both current demands and those in the foreseeable future. From these data we may deduce that there is no cause-and-effect relationship between population growth and hunger, and this is further demonstrated by the lamentable destruction of foodstuffs for economic gain. In the Encyclical Letter *Caritas in Veritate* I pointed out that, "Hunger is not so much dependent on lack of material things as on shortage of social resources, the most important of which are institutional. What is missing, in other words, is a network of economic institutions capable of guaranteeing regular access to sufficient food and water ... and also capable of addressing the primary needs and necessities ensuing from genuine food crises ..." I added, "The problem of food insecurity needs to be addressed within a long-term perspective, eliminating the structural causes that give rise to it and promoting the agricultural development of poorer countries. This can be done by investing in rural infrastructures, irrigation systems, transport, organization of markets, and in the development and dissemination of agricultural technology that can make the best use of the human, natural and socio-economic resources that are more readily available at the local level, while guaranteeing their sustainability over the long term as well" (no. 27). Hence the need to oppose those forms of aid that do grave damage to the agricultural sector, those approaches to food production that are geared solely towards consumption and lack a wider perspective, and especially greed, which causes speculation to rear its head even in the marketing of cereals, as if food were to be treated just like any other commodity.

3. The weakness of current mechanisms for food security and the need to re-examine them are confirmed, one might say, by the mere fact that this Summit has been convoked. Even though the poorest countries are more fully integrated into the world economy than in the past, movements in international markets make them more vulnerable and force them to seek the aid of intergovernmental institutions, which no doubt do valuable and indispensable work. The concept of *cooperation*, though, must be consistent with the principle of *subsidiarity*: it is necessary to involve "local communities in choices and decisions that affect the use of agricultural land" (*ibid.*). This is because integral human development requires responsible choices on the part of everyone and it demands an attitude of solidarity – meaning that aid or disaster relief should not be seen as opportunities to promote the interests of those who make resources available or of elite groups among the beneficiaries. With regard to countries that are in need of external support, the international community has the duty to assist with the instruments of cooperation, assuming collective responsibility for their development, "through the solidarity of ... presence, supervision, training and respect" (*ibid.*, 47). Within this overall context of *responsibility*, every country has the right to define its own economic model, taking steps to secure its freedom to choose its own

objectives. In this way, cooperation must become an effective instrument, un beholden to interests that can absorb a not insignificant part of the resources destined for development. Moreover, it is important to emphasize that an attitude of solidarity regarding the development of poor countries also has the potential to contribute to a solution of the current global crisis. Support given to these nations through financial plans inspired by solidarity, enabling them to provide for their own requirements of consumption and development, not only favours their internal economic growth, but can have a positive impact on integral human development in other countries (cf. *ibid.*, 27).

4. In the current situation there is a continuing disparity in the level of development *within* and *among* nations that leads to instability in many parts of the world, accentuating the contrast between poverty and wealth. This no longer applies only to models of development, but also to an increasingly widespread perception concerning food insecurity, namely the tendency to view hunger as structural, an integral part of the socio-political situation of the weakest countries, a matter of resigned regret, if not downright indifference. It is not so, and it must never be so! To fight and conquer hunger it is essential to start *redefining the concepts and principles that have hitherto governed international relations*, in such a way as to answer the question: what can direct the attention and the consequent conduct of States towards the needs of the poorest? The response must be sought not in the technical aspects of cooperation, but in the principles that lie behind it: only in the name of common membership of the worldwide human family can every people and therefore every country be asked to practise solidarity, that is, to shoulder the burden of concrete responsibilities in meeting the needs of others, so as to favour the genuine sharing of goods, founded on love.

5. Nevertheless, while it is true that *human solidarity inspired by love* goes beyond justice – because to love is to give, to offer what is "mine" to the other – it is never *without justice*, which leads us to give the other what is "his", what belongs to him by virtue of his being and acting. Indeed, I cannot "give" the other what is "mine", without first giving him what belongs to him in justice (cf. *ibid.*, 6). If the aim is to eliminate hunger, international action is needed not only to promote balanced and sustainable economic growth and political stability, but also to seek out new parameters – primarily *ethical* but also *juridical* and *economic* ones – capable of inspiring the degree of cooperation required to build a relationship of parity between countries at different stages of development. This, as well as closing the existing gap, could favour the capacity of each people to consider itself an active player, thereby confirming that the fundamental equality of all peoples is rooted in the common origin of the human family, the source of those principles of "natural law" that should inspire political, juridical and economic choices and approaches in international life (cf. *ibid.*, 59). Saint Paul speaks eloquently on this subject: "I do not mean that others should be eased and you burdened, but that as a matter of equality your abundance at the present time should supply their want, so that their abundance may supply your want, that there may be equality. As it is written, 'He who gathered much had nothing over, and he who gathered little had no lack'" (2 *Cor* 8:13-15).

6. Mr President, Ladies and Gentlemen, in order to combat hunger and promote integral human development, it is necessary to understand the needs of the rural world, and likewise to ensure that any decline in donor support does not create uncertainties in the financing of activities of cooperation: any tendency towards a short-sighted view of the rural world as a thing of secondary importance must be avoided. At the same time, access to international markets must be favoured for those products coming from the poorest areas, which today are often relegated to the margins. In order to achieve these objectives, it is necessary to separate the rules of *international trade* from the logic of profit viewed as an end in itself, directing them towards the support of economic initiative in countries with greater need of development; once they have greater income at their disposal, these countries will be able to advance towards the self-sufficiency that leads to food security.

7. Nor must the fundamental rights of the individual be forgotten, which include, of course, *the right to sufficient, healthy and nutritious food, and likewise water*; these rights take on an important role in the realization of others, beginning with the primary one, the right to life. It is necessary, then, to cultivate "a public conscience that considers *food and access to water as universal rights of all human beings, without distinction or discrimination*" (*Caritas in Veritate*, 27). Much has been patiently accomplished in recent years by FAO in this regard: on the one hand it has favoured an enlargement of the objectives of this right over and above the mere guarantee of satisfying primary needs, and on the other it has emphasized the need for its adequate regulation.

8. Methods of food production likewise demand attentive analysis of the relationship between development and

*protection of the environment.* The desire to possess and to exploit the resources of the planet in an excessive and disordered manner is the primary cause of all environmental degradation. Protection of the environment challenges the modern world to guarantee a harmonious form of development, respectful of the design of God the Creator and therefore capable of safeguarding the planet (cf. *ibid.*, 48-51). While the entire human race is called to acknowledge its obligations to future generations, it is also true that States and international organizations have a duty to protect the environment as a shared good. In this context, the links between environmental security and the disturbing phenomenon of climate change need to be explored further, focusing on the central importance of the human person, and especially of the populations most at risk from both phenomena. Norms, legislation, development plans and investments are not enough, however: what is needed is a change in the lifestyles of individuals and communities, in habits of consumption and in perceptions of what is genuinely needed. Most of all, there is a moral duty to distinguish between good and evil in human action, so as to rediscover the bond of communion that unites the human person and creation.

9. As I pointed out in the Encyclical Letter *Caritas in Veritate*, it is important to remember that "the deterioration of nature is ... closely connected to the culture that shapes human coexistence: *when 'human ecology' is respected within society, environmental ecology also benefits.*" Indeed, "the ecological system is based on respect for a plan that affects both the health of society and its good relationship with nature." And "*the decisive issue is the overall moral tenor of society.*" Therefore, "our duties towards the environment are linked to our duties towards the human person, considered in himself and in relation to others. It would be wrong to uphold one set of duties while trampling on the other. Herein lies a grave contradiction in our mentality and practice today: one which demeans the person, disrupts the environment and damages society" (*ibid.*, 51).

10. Hunger is the most cruel and concrete sign of poverty. Opulence and waste are no longer acceptable when the tragedy of hunger is assuming ever greater proportions. Mr President, Ladies and Gentlemen, the Catholic Church will always be concerned for efforts to defeat hunger; the Church is committed to support, by word and deed, the action taken in solidarity – planned, responsible and regulated – to which all members of the international community are called to contribute. The Church does not wish to interfere in political decisions: she respects the knowledge gained through scientific study, and decisions arrived at through reason responsibly enlightened by authentically human values, and she supports the effort to eliminate hunger. This is the most immediate and concrete sign of solidarity inspired by charity, and it brooks neither delay nor compromise. Such solidarity relies on technology, laws and institutions to meet the aspirations of individuals, communities and entire peoples, yet it must not exclude the religious dimension, with all the spiritual energy that it brings, and its promotion of the human person. Acknowledgment of the transcendental worth of every man and every woman is still the first step towards the conversion of heart that underpins the commitment to eradicate deprivation, hunger and poverty in all their forms.

I thank you for your gracious attention and, as I conclude, I offer greetings and good wishes in the official languages of FAO, to all the Member States of the Organization:

God bless your efforts to ensure that everyone is given their daily bread.

Que Dieu bénisse vos efforts pour assurer le pain quotidien à chaque personne.

Dios bendiga sus esfuerzos para garantizar el pan de cada día para cada persona.

بَارَكَ اللهُ جُهِودَكُمْ لِضَمَانِ الْخُبْزِ الْيَوْمِيِّ لِكُلِّ إِنْسَانٍ.

[Dio benedica i vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]

为确保每一个人都能够得到他的日常食粮，愿天主降福你们的努力。

[Dio benedica i vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]

Да благословит Господь ваши усилия, чтобы обеспечить каждого человека хлебом насущным.

[Dio benedica I vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]

Thank you.

[01696-02.01] [Original text: Plurilingual]

● **TESTO IN LINGUA ITALIANA**

Signor Presidente,  
Signore e Signori!

1. Ho accolto con grande piacere l'invito del Signor Jacques Diouf, Direttore Generale della FAO, a prendere la parola nella sessione di apertura di questo Vertice Mondiale sulla Sicurezza Alimentare. Lo saluto cordialmente e lo ringrazio per le sue cortesi parole di benvenuto. Saluto le alte Autorità presenti e tutti i partecipanti. Desidero rinnovare - in continuità con i miei venerati Predecessori Paolo VI e Giovanni Paolo II - la stima per l'*azione della FAO*, a cui la Chiesa Cattolica e la Santa Sede guardano con attenzione ed interesse per il quotidiano servizio di quanti vi lavorano. Grazie alla vostra generosa opera, sintetizzata nel motto *Fiat Panis*, lo sviluppo dell'agricoltura e la sicurezza alimentare rimangono fra gli obiettivi prioritari dell'azione politica internazionale. E sono certo che questo spirito orienterà le decisioni del presente Vertice, come pure quelle che saranno adottate nel comune intento di vincere quanto prima la lotta alla fame e alla malnutrizione nel mondo.

2. La Comunità internazionale sta affrontando in questi anni una grave crisi economico-finanziaria. Le statistiche testimoniano la *drammatica crescita del numero di chi soffre la fame* e a questo concorrono l'aumento dei prezzi dei prodotti alimentari, la diminuzione delle disponibilità economiche delle popolazioni più povere, il limitato accesso al mercato e al cibo. Tutto ciò mentre si conferma il dato che la terra può sufficientemente nutrire tutti i suoi abitanti. Infatti, sebbene in alcune regioni permangano bassi livelli di produzione agricola anche a causa di mutamenti climatici, globalmente tale produzione è sufficiente per soddisfare sia la domanda attuale, sia quella prevedibile in futuro. Questi dati indicano l'assenza di una relazione di causa-effetto tra la crescita della popolazione e la fame, e ciò è ulteriormente provato dalla deprecabile distruzione di derrate alimentari in funzione del lucro economico. Nell'Enciclica *Caritas in veritate* ho osservato che "la fame non dipende tanto da scarsità materiale, quanto piuttosto da scarsità di risorse sociali, la più importante delle quali è di natura istituzionale. Manca, cioè, un assetto di istituzioni economiche in grado sia di garantire un accesso al cibo e all'acqua regolare e adeguato..., sia di fronteggiare le necessità connesse con i bisogni primari e con le emergenze di vere e proprie crisi alimentari...". Ed ho aggiunto: "Il problema dell'insicurezza alimentare va affrontato in una prospettiva di lungo periodo, eliminando le cause strutturali che lo provocano e promuovendo lo sviluppo agricolo dei Paesi più poveri mediante investimenti in infrastrutture rurali, in sistemi di irrigazione, in trasporti, in organizzazione dei mercati, in formazione e diffusione di tecniche agricole appropriate, capaci cioè di utilizzare al meglio le risorse umane, naturali e socio-economiche maggiormente accessibili a livello locale, in modo da garantire una loro sostenibilità anche nel lungo periodo" (n. 27). In tale contesto, è necessario contrastare anche il ricorso a certe forme di sovvenzioni che perturbano gravemente il settore agricolo, la persistenza di modelli alimentari orientati al solo consumo e privi di una prospettiva di più ampio raggio e soprattutto l'egoismo, che consente alla speculazione di entrare persino nei mercati dei cereali, per cui il cibo viene considerato alla stregua di tutte le altre merci.

3. La debolezza degli attuali meccanismi della sicurezza alimentare e la necessità di un loro ripensamento sono testimoniati, in un certo senso, dalla stessa convocazione di questo Vertice. Infatti, nonostante i Paesi più poveri siano integrati nell'economia mondiale più ampiamente che in passato, l'andamento dei mercati internazionali li rende maggiormente vulnerabili e li costringe a ricorrere all'aiuto delle Istituzioni intergovernative, che senza dubbio prestano un'opera preziosa e indispensabile. Il concetto, però, di *cooperazione* deve essere coerente con il principio di *sussidiarietà*: è necessario coinvolgere "le comunità locali nelle scelte e nelle decisioni relative all'uso della terra coltivabile" (*ibid.*), perché lo sviluppo umano integrale richiede scelte responsabili da parte di tutti e domanda un atteggiamento solidale che non consideri l'aiuto o l'emergenza come funzionali a chi mette a disposizione le risorse o a gruppi elitari presenti fra i beneficiari. Di fronte a Paesi che manifestano necessità di apporti esterni, la Comunità internazionale ha il dovere di partecipare con gli strumenti della cooperazione, sentendosi corresponsabile del loro sviluppo, "mediante la solidarietà della presenza, dell'accompagnamento,

della formazione e del rispetto" (*ibid.*, 47). All'interno di questo contesto di *responsabilità* si colloca il diritto di ciascun Paese a definire il proprio modello economico, prevedendo i modi per garantire la propria libertà di scelta e di obiettivi. In una tale prospettiva, la cooperazione deve diventare strumento efficace, libero da vincoli e da interessi che possono assorbire una parte non trascurabile delle risorse destinate allo sviluppo. E' inoltre importante sottolineare come la via solidaristica per lo sviluppo dei Paesi poveri possa diventare anche una via di soluzione della crisi globale in atto. Sostenendo, infatti, con piani di finanziamento ispirati a solidarietà tali Nazioni, affinché provvedano esse stesse a soddisfare le proprie domande di consumo e di sviluppo, non solo si favorisce la crescita economica al loro interno, ma si possono avere ripercussioni positive sullo sviluppo umano integrale in altri Paesi (cfr *ibid.*, 27).

4. Nell'odierna situazione permane ancora un livello di sviluppo diseguale *tra e nelle* Nazioni, che determina, in molte aree del pianeta, condizioni di precarietà, accentuando la contrapposizione tra povertà e ricchezza. Tale confronto non riguarda più solo i modelli di sviluppo, ma anche e soprattutto la percezione stessa che sembra affermarsi circa un fenomeno come l'insicurezza alimentare. Vi è il rischio cioè che la fame venga ritenuta come strutturale, parte integrante delle realtà socio-politiche dei Paesi più deboli, oggetto di un senso di rassegnato sconforto se non addirittura di indifferenza. Non è così, e non deve essere così! Per combattere e vincere la fame è essenziale cominciare a *ridefinire i concetti ed i principi sin qui applicati nelle relazioni internazionali*, così da rispondere all'interrogativo: cosa può orientare l'attenzione e la successiva condotta degli Stati verso i bisogni degli ultimi? La risposta non va ricercata nel profilo operativo della cooperazione, ma nei principi che devono ispirarla: solo in nome della comune appartenenza alla famiglia umana universale si può richiedere ad ogni Popolo e quindi ad ogni Paese di essere solidale, cioè disposto a farsi carico di responsabilità concrete nel venire incontro alle altrui necessità, per favorire una vera condivisione fondata sull'amore.

5. Tuttavia, sebbene *la solidarietà animata dall'amore* ecceda la giustizia, perché amare è donare, offrire del 'mio' all'altro, essa non è mai senza *la giustizia*, che induce a dare all'altro ciò che è 'suo' e che gli spetta in ragione del suo essere e del suo operare. Non posso, infatti, 'donare' all'altro del 'mio', senza avergli dato in primo luogo ciò che gli compete secondo giustizia (cfr *ibid.*, 6). Se si mira all'eliminazione della fame, l'azione internazionale è chiamata non solo a favorire la crescita economica equilibrata e sostenibile e la stabilità politica, ma anche a ricercare nuovi parametri - necessariamente *etici* e poi *giuridici ed economici* - in grado di ispirare l'attività di cooperazione per costruire un rapporto paritario tra Paesi che si trovano in un differente grado di sviluppo. Ciò, oltre a colmare il divario esistente, potrebbe favorire la capacità di ogni Popolo di sentirsi protagonista, confermando così che la fondamentale uguaglianza dei diversi Paesi affonda le sue radici nella comune origine della famiglia umana, sorgente di quei principi della "legge naturale" chiamati ad ispirare scelte ed indirizzi di ordine politico, giuridico ed economico nella vita internazionale (cfr *ibid.*, 59). San Paolo ha parole illuminanti in merito: "Non si tratta infatti – egli scrive - di mettere in difficoltà voi per sollevare gli altri, ma che vi sia uguaglianza. Per il momento la vostra abbondanza supplisca alla loro indigenza, perché anche la loro abbondanza supplisca alla vostra indigenza, e vi sia uguaglianza, come sta scritto: Colui che raccolse molto non abbondò, e colui che raccolse poco non ebbe di meno" (2 Cor 8,13-15).

6. Signor Presidente, Signore e Signori, per combattere la fame promuovendo uno sviluppo umano integrale occorre anche capire le necessità del mondo rurale, come pure evitare che la tendenziale diminuzione dell'apporto dei donatori crei incertezze nel finanziamento delle attività di cooperazione: va scongiurato il rischio che il mondo rurale possa essere considerato, in maniera miope, come una realtà secondaria. Al tempo stesso, va favorito l'accesso al mercato internazionale dei prodotti provenienti dalle aree più povere, oggi spesso relegati a spazi limitati. Per conseguire tali obiettivi è necessario sottrarre le regole del *commercio internazionale* alla logica del profitto fine a se stesso, orientandole a favore dell'iniziativa economica dei Paesi maggiormente bisognosi di sviluppo, che, disponendo di maggiori entrate, potranno procedere verso quell'autosufficienza, che è preludio alla sicurezza alimentare.

7. Non si devono poi dimenticare i diritti fondamentali della persona tra cui spicca *il diritto ad un'alimentazione sufficiente, sana e nutriente, come pure all'acqua*; essi rivestono un ruolo importante per il conseguimento di altri diritti, ad iniziare da quello, primario, alla vita. È necessario, pertanto maturare "una coscienza solidale, che consideri *l'alimentazione e l'accesso all'acqua come diritti universali di tutti gli esseri umani, senza distinzioni né discriminazioni*" (*Caritas in veritate*, 27). Quanto pazientemente è stato realizzato in questi anni dalla FAO, se da un lato ha favorito l'allargamento degli obiettivi di questo diritto rispetto alla sola garanzia di soddisfare i bisogni

primari, dall'altro ha evidenziato la necessità di una sua regolamentazione adeguata.

8. I metodi di produzione alimentare impongono altresì un'attenta analisi del rapporto tra lo sviluppo e la *tutela ambientale*. Il desiderio di possedere e di usare in maniera eccessiva e disordinata le risorse del pianeta è la causa prima di ogni degrado dell'ambiente. La tutela ambientale si pone quindi come una sfida attuale per garantire uno sviluppo armonico, rispettoso del disegno di Dio il Creatore e dunque in grado di salvaguardare il pianeta (cfr *ibid.*, 48-51). Se l'umanità intera è chiamata ad essere cosciente dei propri obblighi verso le generazioni che verranno, è anche vero che sugli Stati e sulle Organizzazioni Internazionali ricade il dovere di tutelare l'ambiente come bene collettivo. In tale ottica, vanno approfondite le interazioni esistenti tra la sicurezza ambientale e il preoccupante fenomeno dei cambiamenti climatici, avendo come *focus* la centralità della persona umana ed in particolare delle popolazioni più vulnerabili a entrambi i fenomeni. Non bastano però normative, legislazioni, piani di sviluppo e investimenti, occorre un cambiamento negli stili di vita personali e comunitari, nei consumi e negli effettivi bisogni, ma soprattutto è necessario avere presente quel dovere morale di distinguere nelle azioni umane il bene dal male per riscoprire così i legami di comunione che uniscono la persona e il creato.

9. È importante ricordare – ho osservato sempre nell'Enciclica *Caritas in veritate* - che "il degrado della natura è... strettamente connesso alla cultura che modella la convivenza umana: *quando l'«ecologia umana» è rispettata dentro la società, anche l'ecologia ambientale ne trae beneficio*". È vero: "Il sistema ecologico si regge sul rispetto di un progetto che riguarda sia la sana convivenza in società sia il buon rapporto con la natura". Ed "*Il problema decisivo è la complessiva tenuta morale della società*". Pertanto, "i doveri che abbiamo verso l'ambiente si collegano con i doveri che abbiamo verso la persona considerata in se stessa e in relazione con gli altri. Non si possono esigere gli uni e conculcare gli altri. Questa è una grave antinomia della mentalità e della prassi odierna, che avvilisce la persona, sconvolge l'ambiente e danneggia la società" (cfr *ibid.*, 51).

10. La fame è il segno più crudele e concreto della povertà. Non è possibile continuare ad accettare opulenza e spreco, quando il dramma della fame assume dimensioni sempre maggiori. Signor Presidente, Signore e Signori, da parte della Chiesa cattolica ci sarà sempre attenzione verso gli sforzi per sconfiggere la fame; ci sarà l'impegno a sostenere, con la parola e con le opere, l'azione solidale - programmata, responsabile e regolata - che tutte le componenti della Comunità internazionale saranno chiamate ad intraprendere. La Chiesa non pretende di interferire nelle scelte politiche; essa, rispettosa del sapere e dei risultati delle scienze, come pure delle scelte determinate dalla ragione quando sono responsabilmente illuminate da valori autenticamente umani, si unisce allo sforzo per eliminare la fame. È questo il segno più immediato e concreto della solidarietà animata dalla carità, segno che non lascia spazio a ritardi e compromessi. Tale solidarietà si affida alla tecnica, alle leggi ed alle istituzioni per venire incontro alle aspirazioni di persone, comunità e interi popoli, ma non deve escludere la dimensione religiosa, con la sua potente forza spirituale e di promozione della persona umana. Riconoscere il valore trascendente di ogni uomo e di ogni donna resta il primo passo per favorire quella conversione del cuore che può sorreggere l'impegno per sradicare la miseria, la fame e la povertà in tutte le loro forme.

Ringrazio per il cortese ascolto, mentre, in conclusione, rivolgo un saluto augurale, nelle lingue ufficiali della FAO, a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione:

God bless your efforts to ensure that everyone is given their daily bread.

Que Dieu bénisse vos efforts pour assurer le pain quotidien à chaque personne.

Dios bendiga sus esfuerzos para garantizar el pan de cada día para cada persona.

بَارِكَ اللهُ جُھُودَكُمْ لِضَمَانِ الْخُبْزِ الْيَوْمِيِّ لِكُلِّ إِنْسَانٍ.

[Dio benedica i vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]

为确保每一个人都能够得到他的日常食粮，愿天主降福你们的努力。

[Dio benedica i vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]

Да благословит Господь ваши усилия, чтобы обеспечить каждого человека хлебом насущным.

[*Dio benedica I vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.*]

Grazie.

[01696-XX.01] [Testo originale: Plurilingue]

• **TESTO IN LINGUA SPAGNOLA**

Señor Presidente,  
Señoras y Señores:

1. He acogido con mucho gusto la invitación del Señor Jacques Diouf, Director General de la FAO, a tomar la palabra en la sesión inaugural de esta Cumbre Mundial sobre Seguridad Alimentaria. Le saludo cordialmente y le agradezco sus amables palabras de bienvenida. Saludo, igualmente, a las Altas Autoridades aquí presentes y a todos los participantes. Como ya hicieron mis venerados Predecesores Pablo VI y Juan Pablo II, deseo renovar mi estima por la labor de la FAO, a la que la Iglesia Católica y la Santa Sede prestan atención e interés por el servicio cotidiano que desempeñan todos los que trabajan en ella. Gracias a vuestro generoso trabajo, sintetizado en el lema *Fiat Panis*, el desarrollo de la agricultura y la seguridad alimentaria siguen siendo objetivos prioritarios de la acción política internacional. Estoy seguro de que este espíritu orientará las decisiones de esta Cumbre, como también las que se tomen en el intento común por vencer cuanto antes la batalla contra el hambre y la malnutrición en el mundo.

2. La comunidad internacional esta afrontando en estos años una grave crisis económico-financiera. Las estadísticas muestran un *incremento dramático del número de personas que sufren el hambre* y a esto contribuye el aumento de los precios de los productos alimentarios, la disminución de las posibilidades económicas de las poblaciones más pobres, y el acceso restringido al mercado y a los alimentos. Y todo esto, mientras se confirma que la tierra puede nutrir suficientemente a todos sus habitantes. En efecto, si bien en algunas regiones se mantienen bajos niveles de producción agrícola a causa también de cambios climáticos, dicha producción es globalmente suficiente para satisfacer tanto la demanda actual, como la que se puede prever en el futuro. Estos datos indican que no hay una relación de causa-efecto entre el incremento de la población y el hambre, lo cual se confirma por la deplorable destrucción de excedentes alimentarios en función del lucro económico. En la Encíclica *Caritas in veritate*, he señalado que "el hambre no depende tanto de la escasez material, cuanto de la insuficiencia de recursos sociales, el más importante de los cuales es de tipo institucional. Es decir, falta un sistema de instituciones económicas capaces, tanto de asegurar que se tenga acceso al agua y a la comida de manera regular y adecuada desde el punto de vista nutricional, como de afrontar las exigencias relacionadas con las necesidades primarias y con las emergencias de crisis alimentarias reales...". Y, he añadido también que: "el problema de la inseguridad alimentaria debe ser planteado en una perspectiva de largo plazo, eliminando las causas estructurales que lo provocan y promoviendo el desarrollo agrícola de los países más pobres mediante inversiones en infraestructuras rurales, sistemas de riego, transportes, organización de los mercados, formación y difusión de técnicas agrícolas apropiadas, capaces de utilizar del mejor modo los recursos humanos, naturales y socio-económicos, que se puedan obtener principalmente en el propio lugar, para asegurar así también su sostenibilidad a largo plazo" (n. 27). En este contexto, hay que oponerse igualmente al recurso a ciertas formas de subvenciones que perturban gravemente el sector agrícola, la persistencia de modelos alimentarios orientados al mero consumo y que se ven privados de una perspectiva más amplia, así como el egoísmo, que permite a la especulación entrar incluso en los mercados de los cereales, tratando a los alimentos con el mismo criterio que cualquier otra mercancía.

3. En cierto sentido, la convocatoria de esta Cumbre es ya un testimonio de la debilidad de los actuales mecanismos de la seguridad alimentaria y la necesidad de una revisión de los mismos. De hecho, aunque los Países más pobres se han integrado en la economía mundial de manera más amplia que en el pasado, la tendencia de los mercados internacionales los hace en gran medida vulnerables y los obliga a tener que recurrir a las ayudas de las Instituciones intergubernativas, que sin duda prestan una ayuda preciosa e indispensable.

Sin embargo, el concepto de *cooperación* debe ser coherente con el principio de *subsidiaridad*, se han de implicar "a las comunidades locales en las opciones y decisiones referentes a la tierra de cultivo" (*ibíd.*), porque el desarrollo humano integral requiere decisiones responsables por parte de todos y pide una actitud solidaria que no considere la ayuda o la emergencia en función de quien pone a disposición los recursos o de grupos de élite que hay entre los beneficiarios. De cara a Países que manifiestan la necesidad que tienen de aportaciones exteriores, la Comunidad internacional tiene el deber de participar con los instrumentos de cooperación, sintiéndose corresponsable de su desarrollo, "mediante la solidaridad de la presencia, el acompañamiento, la formación y el respeto" (*ibíd.*, 47). Dentro de este contexto de *responsabilidad* está el derecho de cada País a definir su propio modelo económico, previendo los modos para garantizar la propia libertad de decisiones y de objetivos. En dicha perspectiva, la cooperación debe llegar a ser un instrumento eficaz, libre de vínculos e intereses que pueden restar una parte nada despreciable de los recursos destinados al desarrollo. Además, es importante subrayar cómo la vía solidaria para el desarrollo de los Países pobres puede llegar a ser también una vía de solución para la actual crisis global. En efecto, sosteniendo con planes de financiación inspirados en la solidaridad estas Naciones, para que ellas mismas sean capaces de satisfacer las propias demandas de consumo y de desarrollo, no sólo se favorece el incremento económico en su interior, sino que puede tener repercusiones positivas para el desarrollo humano integral en otros Países (cf. *ibíd.*, 27).

4. En la actual situación persiste todavía un nivel de desarrollo desigual *entre y en las Naciones*, que determina, en muchas áreas del planeta, condiciones de precariedad, acentuando la contraposición entre pobreza y riqueza. Esta desigualdad no sólo tiene que ver con los modelos de desarrollo, sino también, y sobre todo, con la forma que parece afianzarse de percibir un fenómeno como el de la inseguridad alimentaria. Existe el riesgo de que el hambre se considere como algo estructural, parte integrante de la realidad socio-política de los Países más débiles, objeto de un sentido de resignada amargura, si no de indiferencia. No es así, ni debe ser así. Para combatir y vencer el hambre es esencial empezar por *redefinir los conceptos y los principios aplicados hasta hoy en las relaciones internacionales*, así como responder a la pregunta: ¿qué puede orientar la atención y la consecuente conducta de los Estados respecto a las necesidades de los últimos? La respuesta no se encuentra en la línea de acción de la cooperación, sino en los principios que tienen que inspirarla: sólo en nombre de la común pertenencia a la familia humana universal se puede pedir a cada Pueblo, y por lo tanto a cada País, ser solidario, es decir, dispuesto a hacerse cargo de responsabilidades concretas ante las necesidades de los otros, para favorecer un verdadero compartir fundado en el amor.

5. No obstante, si bien *la solidaridad animada por el amor* excede la justicia, porque amar es dar, ofrecer lo "mío" a otro, ésta no existe nunca sin la *justicia*, que induce a dar al otro lo que es "suyo" y que le pertenece en razón de su ser y de su hacer. De hecho no puedo "dar" a otro de lo "mío", sin haberle dado antes lo que le pertenece por justicia (cf. *ibíd.*, 6). Si se busca la eliminación del hambre, la acción internacional esta llamada no sólo a favorecer el crecimiento económico equilibrado y sostenible y la estabilidad política, sino también a buscar nuevos parámetros -necesariamente *éticos* y después *jurídicos* y *económicos*- que sean capaces de inspirar la actividad de cooperación para construir una relación paritaria entre Países que se encuentran en diferentes grados de desarrollo. Esto, además de colmar el desequilibrio existente, podría favorecer la capacidad de cada Pueblo de sentirse protagonista, confirmando así que la igualdad fundamental de los diferentes Pueblos hunde sus raíces en el origen común de la familia humana, fuente de los principios de la "ley natural" llamados a inspirar las opciones y las directrices de orden político, jurídico y económico en la vida internacional (cf. *ibíd.*, 59). A este respecto, San Pablo nos ilumina con sus palabras: "No se trata -escribe- de aliviar a otros pasando vosotros estrecheces; se trata de nivelar. En el momento actual, vuestra abundancia remedia la falta que ellos tienen; y un día, la abundancia de ellos remediará vuestra falta; así habrá nivelación. Es lo que dice la Escritura: "Al que recogía mucho, no le sobraba; y al que recogía poco, no le faltaba" (2 Co 8, 13-15).

6. Señor Presidente, Señoras y Señores, para combatir el hambre promoviendo un desarrollo humano integral es también necesario entender las necesidades del mundo rural, así como impedir que la tendencia a disminuir las aportaciones de los donantes cree incertezas en la financiación de las actividades de cooperación: se ha de evitar el riesgo de que el mundo rural pueda ser considerado, de modo miope, como una realidad secundaria. Al mismo tiempo, se ha de favorecer el acceso al mercado internacional de los productos provenientes de las áreas más pobres, hoy en día relegados a menudo a estrechos márgenes. Para alcanzar estos objetivos es necesario rescatar las reglas del *comercio internacional* de la lógica del provecho como un fin en sí mismo,

orientándolas en favor de la iniciativa económica de los Países más necesitados de desarrollo, que, disponiendo de mayores entradas, podrán caminar hacia la autosuficiencia, que es el preludio de la seguridad alimentaria.

7. Tampoco se han de olvidar los derechos fundamentales de la persona entre los que destaca *el derecho a una alimentación suficiente, sana y nutritiva, y el derecho al agua*; éstos revisten un papel importante en la consecución de otros derechos, empezando por el derecho primario a la vida. Es necesario, por lo tanto, que madure "una conciencia solidaria que considere *la alimentación y el acceso al agua como derechos universales de todos los seres humanos, sin distinciones ni discriminaciones*" (*Caritas in veritate*, 27). Todo lo que la FAO ha realizado con paciencia, aunque por un lado ha favorecido la ampliación de los objetivos de este derecho sólo respecto a garantizar la satisfacción de las necesidades primarias, por otro lado, ha puesto de manifiesto la necesidad de una reglamentación adecuada.

8. Los métodos de producción alimentaria imponen igualmente un análisis atento de la relación entre el desarrollo y la *tutela ambiental*. El deseo de poseer y de usar en manera excesiva y desordenada los recursos del planeta es la primera causa de toda degradación ambiental. El cuidado ambiental, en efecto, se presenta como un desafío actual de garantizar un desarrollo armónico, respetuoso con el plan de Dios el Creador y, por lo tanto, capaz de salvaguardar el planeta (cf. *ibíd.*, 48-51). Si toda la humanidad está llamada a tomar conciencia de sus propias obligaciones respecto a las generaciones venideras, es también cierto que el deber de tutelar el medio ambiente como un bien colectivo corresponde a los Estados y a las Organizaciones Internacionales. Desde este punto de vista, se debe profundizar en las conexiones existentes entre la seguridad ambiental y el fenómeno preocupante de los cambios climáticos, teniendo como *focus* la centralidad de la persona humana y, en particular, a las poblaciones más vulnerables ante ambos fenómenos. No bastan, sin embargo, normativas, legislaciones, planes de desarrollo e inversiones, hace falta un cambio en los estilos de vida personales y comunitarios, en el consumo y en las necesidades concretas, pero sobre todo es necesario tener presente ese deber moral de distinguir en las acciones humanas el bien del mal para redescubrir así el vínculo de comunión que une la persona y lo creado.

9. Es importante recordar -como he señalado en la Encíclica *Caritas in veritate*- que "la degradación de la naturaleza está estrechamente unida a la cultura que modela la convivencia humana: *cuando se respeta la «ecología humana» en la sociedad, también la ecología ambiental se beneficia*". Es verdad que "el sistema ecológico se apoya en un proyecto que abarca tanto la sana convivencia social como la buena relación con la naturaleza". Y que "*el problema decisivo es la capacidad moral global de la sociedad*". Por tanto, "los deberes que tenemos con el ambiente están relacionados con los que tenemos para con la persona considerada en sí misma y en su relación con los otros. No se pueden exigir unos y conculcar otros. Es una grave antinomia de la mentalidad y de la praxis actual, que envilece a la persona, trastorna el ambiente y daña a la sociedad" (*ibíd.*, 51).

10. El hambre es el signo más cruel y concreto de la pobreza. No es posible continuar aceptando la opulencia y el derroche, cuando el drama del hambre adquiere cada vez mayores dimensiones. Señor Presidente, Señoras y Señores, la Iglesia Católica estará atenta siempre a los esfuerzos para vencer el hambre; trabajará por sostener, con la palabra y con las obras, la acción solidaria -programada, responsable y regulada- que los distintos componentes de la Comunidad internacional estén llamados a emprender. La Iglesia no pretende interferir en las acciones políticas; ella, respetuosa del saber y de los resultados de las ciencias, así como de las decisiones determinadas por la razón cuando son responsablemente iluminadas por valores auténticamente humanos, se une al esfuerzo por eliminar el hambre. Es este el signo más inmediato y concreto de la solidaridad animada por la caridad, signo que no deja margen a retrasos y compromisos. Dicha solidaridad se confía a la técnica, a las leyes y a las instituciones para salir al encuentro de las aspiraciones de las personas, comunidades y Pueblos enteros, pero no debe excluir la dimensión religiosa, con su poderosa fuerza espiritual y de promoción de la persona humana. Reconocer el valor trascendente de cada hombre y mujer es el primer paso para favorecer la conversión del corazón que pueda sostener el esfuerzo para erradicar la miseria, el hambre y la pobreza en todas sus formas.

Agradezco su atención y, para concluir, saludo con mis mejores deseos, en las lenguas oficiales de la FAO, a todos los Estados miembros de esta Organización:

God bless your efforts to ensure that everyone is given their daily bread.

Que Dieu bénisse vos efforts pour assurer le pain quotidien à chaque personne.

Dios bendiga sus esfuerzos para garantizar el pan de cada día para cada persona.

بَارِكَ اللَّهُ جُھُودَكُمْ لِضَمَانِ الخُبْزِ اليَوْمِيِّ لِكُلِّ إِنْسَانٍ.

*[Dio benedica i vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]*

为确保每一个人都能够得到他的日常食粮，愿天主降福你们的努力。

*[Dio benedica I vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]*

Да благословит Господь ваши усилия, чтобы обеспечить каждого человека хлебом насущным.

*[Dio benedica I vostri sforzi per assicurare il pane quotidiano ad ogni persona.]*

Gracias.

[01696-04.01] [Texto original: Plurilingüe]

**Terminato il discorso e preso congedo dalle Autorità che lo avevano accolto in Aula Magna, il Papa raggiunge l'attigua Sala Caraibi dove firma il registro della FAO.**

**Verso le ore 12.15 il Santo Padre lascia la sede romana della FAO per rientrare in Vaticano.**

[B0717-XX.02]

---